

NORD-EST DE PARIS, Situation toujours aussi désastreuse pour les exilés -

Communiqué de la Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme,

Le Nord-Est de Paris devient un territoire où le droit des personnes n'existe plus. Ce constat n'est pas le reflet d'un militantisme hargneux, il suffit de venir observer ce qui s'y passe et de parler avec ces personnes exilées.

Depuis maintenant plusieurs mois, les militants de la Ligue des droits de l'Homme se rendent au moins une fois par semaine dans ces espaces délaissés, dans l'objectif de répondre aux demandes de conseils sociaux ou juridiques et d'orienter au mieux ces personnes vers des structures de prise en charge. Avec des associations présentes, nous avons interpellé la Mairie de Paris et l'Etat en mai puis en juin sur les conditions faites à ces populations, sur ces sites où les principes du droit ne sont que plus que de lointaines idées non appliquées.

Fidèles depuis trois ans, et rendus impuissants devant l'ampleur et la difficulté de la tâche, les bénévoles du Collectif Solidarité Migrants Wilson viennent d'annoncer qu'ils arrêtent les distributions de repas depuis le 1^{er} août. Dès lors, les maraudes de FTDA, d'Utopia et les visites médicales de MDM et MSF ne parviennent en aucun cas à répondre aux besoins humanitaires constatés au quotidien.

Ce mardi soir 7 août, square de la porte d'Aubervilliers, les militants de la LDH ont encore pu constater que plus de 500 personnes erraient, en quête de nourriture donnée par les Restaus du cœur, et espérant obtenir une des rares places d'hébergement que les bénévoles d'Utopia 56 parviennent parfois à trouver pour les familles. Ce soir encore, comme tous les soirs de maraude, avec les femmes et les hommes seuls présents sur le site, nous rencontrons plusieurs familles avec des enfants en bas-âge et des mineurs isolés étrangers en attente d'une évaluation ou en rejet de leur minorité. Aucune tente ni toit pour les abriter cette nuit, alors que des orages sont annoncés, et que le jour la canicule affaiblit chacun. Dans ce contexte de promiscuité forcée, d'attente incertaine et de dénuement, la tension éclate d'un coup sans prévenir lors de la distribution.

Si nous saluons les dernières annonces de la Mairie de Paris d'apporter son soutien en organisant des distributions alimentaires et en permettant l'accueil de trente personnes par jour, nous constatons que les besoins demeurent importants ; les centres d'accueil de jour parisiens sont pleins et les exilés dorment devant la porte en y espérant une place, un jour.

Quant à l'Etat, il ne répond pas à nos sollicitations, feignant de croire que les places mises à disposition dans les 4 Centres franciliens sont suffisantes. L'Etat semble s'être affranchi de ses obligations et de ses responsabilités et continue de refuser l'hébergement inconditionnel aux personnes en procédure Dublin. Les préfets parisien et francilien ne se donnent plus la peine de répondre aux lettres des associations. Quant à l'Office Français pour l'Intégration et l'Immigration, en charge du pré-accueil des demandeurs d'asile, il vient de décider le 6 août de fermer la ligne téléphonique gratuite avec laquelle les exilés pouvaient espérer un rendez-vous pour commencer leur procédure, rendant dès lors payant l'accès à la demande d'asile.

Aujourd'hui, mercredi 08 août, nous apprenons que ces mêmes personnes rencontrées la veille ont été dispersées de la Porte d'Aubervilliers par les forces de l'ordre, pour éviter toute forme de regroupements ou constitution de campements. Encore, des dispersions brutales sans logiques, encore demain sûrement, une évacuation qui ne comblera pas les demandes.

Aujourd'hui, nous constatons que les droits des personnes à la dignité, à la santé et à un hébergement ont disparu. C'est pourquoi, face à cet immobilisme politique qui dure depuis près de trois ans, la LDH

persévère à demander que des mesures respectueuses des droits des personnes exilées soient rapidement mises en place, notamment sur les sites des Porte de la Chapelle et d'Aubervilliers.

Communiqué de la Fédération de Paris de la Ligue des Droits de l'Homme,

Gilles Affaticati, Président,

Fédération de Paris LDH – fedeparis@ldh-france.org